



HAL
open science

Les jardins collectifs urbains aujourd'hui : continuité ou renouveau de pratiques historiques ?

Frédéric Bally

► **To cite this version:**

Frédéric Bally. Les jardins collectifs urbains aujourd'hui : continuité ou renouveau de pratiques historiques ?. Fenêtre sur jardins : un univers de partage, 2020. hal-03141843

HAL Id: hal-03141843

<https://hal.science/hal-03141843>

Submitted on 15 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bally Frederic,
- Doctorant en sociologie,
Laboratoire LLSETI, Université Savoie Mont-Blanc
- Consultant à l'OCDE
- Attaché de recherche à Grenoble Ecole de Management
frederic.bally@univ-smb.fr

Actes de la troisième journée d'étude de la Société Nationale d'Horticulture Française Fenêtre sur Jardin : un univers de partage

Les jardins collectifs urbains aujourd'hui : continuité ou renouveau de pratiques historiques ?

La population vivant en ville au niveau mondial est grandissante avec plus de 50% d'urbains aujourd'hui et cette tendance va se confirmer dans les années à venir. Le monde urbain est paradoxalement très critiqué par ceux qui y résident pour sa pollution, sa gestion politique et le manque de nature ¹. Se développe ainsi un mal être en ville qui renvoie directement à la manière dont les espaces urbains ont été pensés dans une logique néo-libérale ². Parallèlement, l'envie de nature chez les citadins n'a jamais été aussi forte ³ et se conjugue à un besoin d'habiter autrement la ville, i.e d'adopter des modes de consommation, de déplacements, alternatifs. La ré-émergence de jardins collectifs urbains témoigne de cette envie de nature, de jardinage, mais aussi de lien social. Nous souhaitons ici pointer les continuités et discontinuités entre les formes historiques de jardinage collectif et les formes contemporaines, ceci en explorant notamment l'histoire des jardins collectifs américains – ayant inspiré en grande partie les jardins partagés français – et les pratiques effectives des jardiniers sur le territoire lyonnais, terrain de notre recherche.

Les jardins collectifs américains dans le 20^{ème} siècle

C'est en 1893, lorsque la ville de Détroit traverse une grande récession, que la ville décide d'ouvrir des centaines de parcelles pour des habitants, migrants et nouveaux en ville bien souvent, officiellement afin de leur donner un complément de revenu par la production de légumes, officieusement pour leur inculquer les « bonnes » valeurs dans une perspective hygiéniste, mais leur donner également un meilleur sentiment d'estime de soi et d'indépendance ⁴. La ville investit initialement 3000 dollars dans ces jardins. À la fin de la première année, les légumes récoltés valent la somme de 12 000 dollars, essentiellement des pommes de terre. Ces potato patch ou labour gardens ⁵ vont émerger dans d'autres villes comme Philadelphie, Boston, New York ou encore Chicago ⁶. À partir de 1900 et avec la reprise économique, les villes

¹ Jean-François AUGOYARD, *Pas à pas*, Paris, Seuil, 1979, 185 p.

² Jamie PECK et Adam TICKELL, « Neoliberalizing Space », *Antipode*, vol. 34, n° 3, 1 Juillet 2002, pp. 380-404.

³ Lise BOURDEAU-LEPAGE et Roland VIDAL, « Nature urbaine en débat : à quelle demande sociale répond la nature en ville ? », Septembre 2012, pp. 293-306.

⁴ Ronald LAWSON (ed.), *The tenant movement in New York City, 1904 - 1984*, New Brunswick, NJ, Rutgers Univ. Press, 1986, 289 p.

⁵ Sarah MOORE, « Forgotten Roots of the Green City: Subsistence Gardening in Columbus, Ohio, 1900-1940 », *Urban Geography*, vol. 27, n° 2, 1 Mars 2006, pp. 174-192.

⁶ H. Patricia HYNES, *A Patch of Eden: America's Inner-City Gardeners*, 1st edition., White River Junction, VT, Chelsea Green Publishing Company, 1996, 185 p; Sam Bass WARNER, *To Dwell Is To Garden: A History Of Boston's Community Gardens*, 1st edition., Boston, Northeastern, 1987, 144 p.

reprentent une partie des terrains pour l'activité économique ⁷, certains jardins sont convertis en « school gardens » afin de montrer aux enfants l'importance de la nature et le travail de la terre.

En 1917, les États-Unis mobilisent une partie de la population pour soutenir une grande partie de ses alliés européens dont les fermiers sont partis en guerre. La création d'une commission des Jardins de Guerre est créée pour soutenir une campagne d'affichage, de posters, de presse montrant aux citoyens l'importance du jardinage. Les slogans en feront ainsi un acte patriotique : « Will you have part in victory ? » « Sow Seeds for Victory » et « Every garden a Munitions plan » (Basset, 1981, Hynes, 1996, Warner, 1987). Parallèlement, le bureau fédéral de l'éducation a initié la US School Garden Army pour mobiliser des écoliers comme « soldats du sol » pour aider à l'effort de jardinage ⁸. Et ces différentes démarches semblent fonctionner : il y avait 3 millions de parcelles de jardinage en 1917, d'après la National War Garden Commission, contre 5 285 000 parcelles en 1918.

Les jardins urbains apparaîtront encore une fois comme une solution de choix lors de la grande dépression, de 1929 à 1939, pour combattre la pauvreté, le stress émotionnel et créer un sentiment d'utilité, de productivité pour les plus démunis ⁹. Des parcelles de jardinage sont alors débloquées sur les « vacants lots » (dont la plupart avaient été utilisés lors de la Première Guerre puis abandonnés ensuite) et sur des terrains privés. Ils prennent le nom de « Relief gardens », « thrift gardens » ou encore « subsistance gardens ».

Au printemps 1942, suite à l'entrée en guerre des États-Unis, les citoyens américains étaient fortement incités à faire pousser leurs propres productions de légumes, dans différents endroits : terrasses, bacs de plantations, espaces verts vacants, etc. À ce moment, un jardin productif est, aux yeux des citoyens, bien plus utile qu'une pelouse ou un espace vert vacant. En 1942, ce sont 15 millions de jardiniers qui participent à l'effort de guerre avec leur production, 20M en 1944 pour une production de 8 millions de tonnes de nourritures, soit plus de 40% des fruits et légumes consommés aux États-Unis. Jardiner devient ainsi à la mode pendant les années de guerre, autant qu'un acte patriotique ¹⁰.

Mais là encore, les jardins passent de mode une fois la crise terminée. Ces jardins se mettent donc encore, pour une grande majorité, en sommeil. Marqué par le plein emploi, et par une mécanisation progressive de l'agriculture, le jardinage devient une activité de loisir, principalement dans les maisons disposant d'un terrain vert ¹¹. La hausse de l'activité de

⁷ Ruth LANDMAN, *Creating Community in the City: Cooperatives and Community Gardens in Washington, D.C.*, Westport, Conn, Praeger, 1993, 168 p.

⁸ Rose HAYDEN-SMITH, « "Soldiers of the Soil": The Work of the United States School Garden Army during World War I », *Applied Environmental Education & Communication*, vol. 6, n° 1, 30 Avril 2007, pp. 19-29.

⁹ David M. TUCKER, *Kitchen Gardening in America: A History*, 1st edition., Ames, Iowa State Pr, 1993, 205 p.

¹⁰ Amy BENTLEY, *Eating for Victory: Food Rationing and the Politics of Domesticity*, University of Illinois Press, 1998, 274 p.

¹¹ Manon BOULIANNE, « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois: Empowerment des femmes ou « domestication de l'espace public » ? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n° 1, 2001, p. 63.

consommation, le développement de grands centres commerciaux, semble dès lors marquer le désintérêt net des habitants pour l'agriculture urbaine et le jardinage.¹²

Enfin, la crise économique des années 1970 aux États-Unis va particulièrement toucher la ville de New York, et entraîner la fermeture de nombreuses propriétés, usines, résidences, magasins, qui reviennent directement à la municipalité¹³. Cette dernière n'a plus les moyens d'entretenir ces lieux qui sont dès lors laissés à l'abandon et clôturés. Dans des quartiers qui se vident de leur population, la délinquance augmente en parallèle, dans le Bronx et le Lower East Side notamment. Des collectifs d'habitants vont alors se saisir de ces espaces de deux manières : d'une part en lançant des bombes à graines (seed-bomb) par-dessus les clôtures et palissades, afin de faire pousser des fleurs sur ces terrains vagues, c'est l'émergence du mouvement des Green Guerilla sous l'impulsion de la militante Liz Christy. D'autre part, cette dernière va, avec d'autres habitants, réaménager des friches pour développer des « community gardens », dont le premier verra le jour en 1973 dans le Lower East Side. Ce premier jardin sera suivi par d'autres, tant et si bien que la municipalité va mettre en place le programme Green Thumb en 1978, pour soutenir et faciliter l'émergence de ces jardins communautaires avec le prêt de terrains municipaux pour un loyer symbolique de 1 dollar. D'autres villes comme San Francisco, Chicago vont suivre ce mouvement des community gardens. À partir de ces mouvements, les jardins communautaires deviennent synonymes de rapprochement avec la terre, d'activité de plein air bon pour le corps et la santé et de saine alimentation notamment à destination des classes défavorisées. Les villes américaines semblent se retrouver pleinement dans le développement des jardins communautaires, créant des lieux d'égalités, d'intégration sociale et de pratiques physiques sociales dans des villes où l'individualité était grandissante. Ce développement va se prolonger jusque dans les années 90, où certaines municipalités comme celle de New York, avec l'arrivée d'une vision néo-libérale¹⁴, vont voir ces jardins comme des espaces inutiles, car non productifs et n'apportant aucune valeur économique pour la ville. Une centaine de community gardens (sur 700 existant à ce moment) ferment sous ce mandat, mais les contestations pour la préservation de ces lieux vont permettre de pérenniser la majorité des community gardens, jusqu'à aujourd'hui.

Le mouvement français des jardins familiaux

Ainsi, ces jardins collectifs américains se développent en parallèle d'un mouvement européen en faveur des jardins collectifs. En effet, dès le début du 19^{ème} siècle, des philanthropes anglais mettaient en prêt des terres autour des villes industrielles pour que les ouvriers puissent y cultiver des compléments de subsistance et y développer une certaine citoyenneté¹⁵. Il est par ailleurs intéressant de constater que la fin du 19^{ème} siècle est le moment du développement de

¹² Laura SALDIVAR-TANAKA et Marianne E. KRASNY, « Culturing community development, neighborhood open space, and civic agriculture: The case of Latino community gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, n° 4, 1 Janvier 2004, pp. 399-412.

¹³ Christopher MELE, *Selling the Lower East Side: Culture, Real Estate, and Resistance in New York City*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, 361 p.

¹⁴ Karen SCHMELZKOPF, « Incommensurability, Land Use, and the Right to Space: Community Gardens in New York City1 », *Urban Geography*, vol. 23, n° 4, 1 Juin 2002, pp. 323-343.

¹⁵ Béatrice CABEDOCE et Philippe PIERSON, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers, 1896-1996*, Grâne, Créaphis, 1996, 221 p.

jardins urbains pour des particuliers en Europe : l'Allemagne en 1864, le Danemark en 1884, Pologne en 1897 ou encore la Suède en 1895. En France, c'est en 1886 que l'Abbé Lemire va fonder la ligue Française du Coin de Terre, afin de développer le prêt de lopins de terre à destination des Chefs de famille ouvriers. Ce mouvement au départ du nord de la France va être suivi par d'autres régions comme Saint-Étienne et Lyon par exemple, sous l'impulsion du père Volpette. Selon les initiateurs de ces mouvements jardiniers urbains, l'idée était que tout un chacun puisse disposer d'un jardin privé ¹⁶, ces derniers ayant un rôle à la fois social, moral, hygiéniste et économique. Ces attentes sont aussi politiques, d'où un soutien des jardins ouvriers via, par exemple, le ministère de l'Agriculture en 1916. Surtout, ces jardins instituent la pratique de jardinage comme un loisir, une non-contrainte aux multiples vertus et à l'utilité certaine au vu de la productivité potentielle. Si les parcelles au sein des jardins ouvriers sont individuelles, elles font partie d'une association de jardiniers qui est organisatrice de temps festifs et d'évènements divers.

La loi du 26 juillet 1952 vient bouleverser les choses : les jardins sont désormais gérés par des associations loi 1901, sont exonérés de l'impôt foncier et sont renommés en « Jardins familiaux ». Les jardins changent alors à ce moment de public et de vocation et doivent permettre à des familles de cultiver, de découvrir la nature et l'agriculture. Une autre classe sociale fait ainsi irruption dans ces jardins : ces nouveaux jardiniers sont issus d'une population plus jeune et n'ayant pas connu la guerre et la nécessité de produire pour sa survie. Parallèlement, le développement de la société de consommation incitait fortement, à ce moment, les familles à aller chercher ses légumes au supermarché plutôt que de les produire. Ce jardinage devient plus un loisir, voire un luxe, et ne sera pas dédié qu'à la production de légumes, mais aussi à l'entretien de fleurs, d'aromatiques, par exemple. Le jardin familial devient ainsi synonyme d'un jardin privatif.

Le tableau 1 résume la vocation, les attentes politiques et le fonctionnement des différents jardins collectifs urbains présentés.

Tableau 1. Les formes de jardinage collectives urbaines et leur vocation

	Jardins ouvriers/ Labor Gardens	Jardins familiaux	War and thrift Gardens	Community Gardens
Années	1886 - 1952	1952 –	1915-18/ 1942 - 1945	1973 -
Pays	France / États-Unis / Europe	France	États-Unis	États-Unis
Parcelles	Individuelles	Individuelles	Individuelles	Collectives et individuelles
Vocation	Social / Education / Production	Loisirs / Education	Production	Social / intégration / contestation
Attentes politiques	Éducation / occupation	Loisirs	Production	Intégration

Définition des jardins collectifs en France

¹⁶ Françoise DUBOST, *Côté jardins*, Paris, Scarabée, 1984, 174 p.

Notre étude met la focale sur deux formes de jardinage collectif urbain identifiées sur le territoire lyonnais, les jardins partagés et les jardins de rue.

La création de jardins partagés sur le territoire français coïncide avec le forum national de Lille et la création de l'association Jardin dans tous ses États, en 1997. Les jardins partagés souhaitent mettre l'accent sur l'appropriation d'un espace non utilisé, en friche, par des habitants pour y cultiver aussi bien des légumes, des aromatiques que des plantes décoratives. L'idée est d'organiser les activités de manière collective et de partager la production. Une convention est passée entre l'association d'habitants constituée et la municipalité pour la location – gracieuse – du terrain. Des travaux d'aménagements peuvent intervenir avant l'obtention du terrain, de même que des tests du sol pour détecter d'éventuels polluants. Le territoire lyonnais compte aujourd'hui plus de 50 jardins partagés, et subventionne l'association Passe-Jardin pour structurer, aider, conseiller et former les collectifs de jardiniers.

Les jardins de rue sont des micro-implantations prenant place sur l'espace public soit sous forme de jardinières – de différentes tailles – soit sous forme de rectangle de plantations sur le trottoir. Ils sont gérés par des collectifs d'habitants ou d'associations comme Les Incroyables Comestibles, à la fois de manière collective avec des moments de plantations, et de manière plus individuelle, c'est-à-dire que chacun peut arranger, arroser ces plantations. L'idée de ces jardins est de développer la nature en ville, la sensibilisation à la nature et le paysage urbain.

Ces jardins se développent en 2003, inspirés notamment des jardins de Tokyo¹⁷ avec quelques plantations dans le 5^{ème} arrondissement de Lyon. Elles se sont ensuite développées via deux événements « Jardinons nos rues » sur Lyon, et essaient depuis 2010 dans différents quartiers, de différentes populations et niveau de revenu – Montchat dans le 3^{ème} arrondissement, Guillotière dans le 7^{ème} ou encore dans les Pentes de Croix-Rousse, 1^{er} arrondissement.

L'engagement des jardiniers en collectif

Pourquoi s'engager dans un jardin collectif ? C'était l'une des questions posées aux 56 personnes ayant accepté de nous rencontrer au sujet des jardins collectifs et de nous raconter leurs pratiques et leur relation au jardinage. Elle permet de faire ressortir trois types de motivations : la rencontre d'autres habitants, le développement d'un espace naturel et la volonté de gratter la terre. En effet, bon nombre de jardiniers ne cachent pas leur envie de socialité au sein du quartier et la rencontre d'autres personnes a été moteur de leur engagement dans le collectif. Le jardinage en devient même parfois secondaire.

C'est souvent pour aller voir les copains on va dire. Moi personnellement je jardine très peu, mais c'est comme ça. J'ai envie que ça roule et de lancer des projets : je ne me suis pas mal mis sur tout ce qui est aménagement du jardin, extension, etc. (Bruno, Jardin partagé La Vieille Benoîte, décembre 2017)

Les jardiniers décrivent l'espace urbain comme étant dominés par le béton et leur souhait est de promouvoir la nature, sensibiliser d'autres à la verdure, mais aussi de développer un espace vert, ou plusieurs, au sein de l'espace public. Pour eux, gris et vert sont compatibles et l'alliance est une condition de meilleure habitabilité¹⁸.

C'est global, sur tout Lyon : on manque de nature partout dans la ville... nous ne voulons plus des parkings, donc on met des roues végétalisées, remplies avec des fleurs, de l'herbe, afin de lutter contre les voitures, doucement et progressivement. (Louise, Guerilla Gardening, février 2016).

¹⁷ Cyrille MARLIN, *L'expérience ordinaire : fabrication d'un énoncé de jardin*, Paris, EHESS, 2008.

¹⁸ Nathalie BLANC, « Le face-à-face citadins/nature, Face-to-Face between City-Dwellers and Nature », *Multitudes*, n° 54, 5 Février 2014, pp. 129-139.

Enfin, les jardiniers interrogés évoquent également le plaisir de toucher et de gratter la terre, pour redévelopper un lien émotionnel avec celle-ci ¹⁹. Ils entrent ainsi dans une relation de compassion avec la nature (Blanc, 2014) afin notamment de la protéger, de redévelopper une biodiversité en ville : fleurs et totems à insectes permettent d'attirer différents insectes comme les abeilles par exemple. Jardiner devient ainsi une expérience sensible qui souligne la créativité ordinaire des habitants ²⁰. Cette envie de participation, de changer son rapport à la ville, est ainsi relativement nouvelle au sein de jardins collectifs urbains.

Les pratiques nouvelles des jardiniers

Pour se saisir d'autre continuité ou discontinuité entre jardinage collectif passé et jardinage collectif actuel, il est nécessaire de s'intéresser aux pratiques prenant place sur ces jardins. D'emblée apparaît un paradoxe, le jardinage est une activité profondément individuelle ²¹ : la force de ces jardins collectifs urbains serait de proposer du collectif à partir de pratiques individuelles. Il faut préciser que les parcelles des jardins partagés lyonnais sont entièrement collectives.

Se mettent ainsi en musique une multiplicité de pratiques sur ces jardins : planter, arroser, tailler, nettoyer, récolter, mais aussi pailler, construire des buttes de permaculture, construction d'une cabane à outils, rosace en pierre pour les fleurs ou encore journée de plantation collective, etc. Se mêlent pratiques en groupe et pratiques plus individuelles au gré de la vie du jardin. Ces activités collectives se font le plus souvent le week-end. Ces temps forts collectifs sont quelque chose d'assez nouveau pour les jardins collectifs urbains : les pratiques étant traditionnellement plus individuelle, chacun étant responsable de sa parcelle sur les jardins familiaux ou les community gardens par exemple. De même, l'orientation écologique de ces jardins via les pratiques de permaculture par exemple, de récupération et d'utilisation minutieuse de l'eau sont également un phénomène très récent. Une majorité des jardins se dotent également d'un composteur pour permettre aux participants de recycler leurs bio-déchets accessibles également aux habitants du quartier. Les jardiniers vont même jusqu'à mettre un point d'honneur à ne pas utiliser d'intrants chimiques. Ces pratiques écologiques et collectives sont par ailleurs régulièrement mises en avant par les jardiniers pour se distinguer des jardins familiaux, qu'ils jugent trop individuels et encore basés sur une logique productiviste et utilisant donc, des intrants chimiques.

C'est surtout la tradition du jardin potager classique, jardiner seul, et notamment des jardins familiaux. Où chacun a sa parcelle et chacun fait la démonstration de son savoir-faire. Alors que là, forcément, c'est un mélange entre plein de savoirs faire, à des niveaux différents. (Luc, Jardin partagé Le Secret, juin 2018).

En revanche, sur ces jardins collectifs s'entretiennent des pratiques qui n'ont rien à voir avec le jardinage, et qui s'inspirent des temps collectifs qui pouvaient avoir lieu sur les jardins ouvriers ou les community gardens. Ce sont ainsi des temps de festivité, d'apéritifs, de repas partagés, de moments poésie ou encore de concerts qui viennent rythmer la vie de ces jardins collectifs. Enfin, ces espaces sont aussi le lieu de pratiques que nous qualifions d'informelles, c'est à dire des pratiques non dites, non communiquées et non déclarées à la municipalité. Comme cette

¹⁹ Pierre CHARBONNIER, Bruno LATOUR et Baptiste MORIZOT, « Redécouvrir la terre », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 33, 26 Septembre 2017, pp. 227-252.

²⁰ Nathalie BLANC, *Les nouvelles esthétiques urbaines*, Paris, Armand Colin, 2012, 224 p.

²¹ Françoise DUBOST, *Côté jardins*, op. cit.

habitante engagée dans un jardin de rue, qui a décidé, avec l'aide d'une voisine, de planter et arroser un interstice en face de chez elle car « ça cache un bâtiment moche et ça ne fait de mal à personne ». Ces prises de liberté sont des petits aménagements permettant d'agrémenter un peu plus l'espace de verdure, l'espace public, sans passer par une procédure via la municipalité, qui peut parfois être assez longue. Dans certains jardins partagés, il va s'agir d'investir une parcelle voisine, vacante, mais non incluse dans la convention de location. Là encore, ces pratiques informelles ne sont pas sans rappeler l'aspect contestataire des *community gardens*.

Une attente politique très forte

Enfin, une dernière discontinuité entre ces formes actuelles des jardins collectifs et les autres se situe sur le niveau politique. Si les jardins ouvriers français ont été relativement soutenus par les pouvoirs publics, il subsiste une attente inédite envers les jardins partagés et les jardins de rue. Cette attente se cristallise par un discours prêtant un certain nombre de vertus à ces jardins collectifs. Depuis le développement du premier jardin lyonnais à Villeurbanne, l'intérêt pour le jardinage collectif n'a cessé de croître, d'où un développement assez rapide de ces jardins, depuis 2001. Les jardins permettraient une « réappropriation par les habitants de la ville », sont « signes de convivialité et d'accueil » (Animatrice, Direction des Espaces Verts, octobre 2017). Ils sont aussi un « un moyen de socialisation, et une composante de l'agriculture urbaine » (Chargée de mission, Ville de Lyon, décembre 2017). Les bénéfices de ces jardins seraient donc à la fois collectifs, permettant d'améliorer la vie, le paysage, l'animation du quartier, et individuel, avec des effets sur le bien-être, l'alimentation ou encore le moral. Il faut préciser que ces jardins se trouvent en harmonie avec la grande tendance des urbanistes à promouvoir le développement durable ²², une thématique qui permet par ailleurs de renforcer la légitimité des autorités publiques locales ²³.

Cela se traduit par un soutien actif des municipalités et de la Métropole lyonnaise aux jardins collectifs. Les jardins de rue bénéficient par exemple de travaux préalables – pour creuser les trous nécessaires aux micro implantations, du suivi des jardins et des demandes par l'animatrice et d'apports réguliers de plantes au besoin. Les jardins partagés bénéficient de travaux préalables d'aménagement du terrain, du prêt du terrain, de subventions et de formation via la structure Passe Jardin. Ces différents soutiens traduisent une bonne volonté politique, qui paraît par ailleurs indispensable pour le développement de ces jardins collectifs. Enfin, depuis quelques années, une nouvelle tendance se précise, celle du développement de jardins collectifs urbain via un mode top-down : un terrain est proposé par une municipalité, par un bailleur social, à des habitants pour l'aménager en jardin. C'est le cas par exemple du Jardin partagé Graines de Lait, dans le 7^{ème} arrondissement, où trois parcelles ont été proposées aux habitants du quartier des immeubles venant tout juste de sortir de terre. Il faut dire que ces jardins collectifs apparaissent comme un moyen économe d'aménager le territoire, de développer et d'entretenir des espaces verts qui animent un quartier. Ainsi, ce soutien voire cette institutionnalisation du développement des jardins collectifs par les pouvoirs publics apparaît comme quelque chose de nouveau au regard des formes historiques de jardinage.

Au final, on perçoit à la fois des continuités historiques entre ces différentes formes de jardinage collectif urbain, mais aussi un certain nombre de choses inédites observées sur les jardins de rue et jardins partagés lyonnais : les pratiques écologiques, les motivations des jardiniers, cette envie de faire collectif et cette attente politique vis-à-vis des jardins. En revanche, ces jardins

²² Françoise DUBOST, « Les paysagistes sous la bannière de l'écologie urbaine, Abstract, Zusammenfassung », *Ethnologie française*, vol. 40, n° 4, 29 Octobre 2010, pp. 629-638.

²³ Pierre LASCOUMES, *L'Eco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994, 324 p.

collectifs ne sont pas aussi marqués par une mixité sociale que les community gardens et sont même fortement critiqués pour leur entre-soi ²⁴. On peut aussi se questionner sur la pérennité de ces jardins collectifs : vont-ils passer de mode à l'avenir ? La définition d'un beau paysage urbain, mêlant et verdure, sera-t-il remis en cause, entraînant de fait une diminution de ces jardins ? Les représentations de la société sur la nature et le paysage sont donc à suivre de près.

Photos / images

Illustration 1. Affiche de campagne de promotion des Victory Gardens durant la Seconde Guerre.

Artiste : Peter Fraser. Domaine public.

Illustration 2. Semez les graines de la victoire ! Affiche américaine de la première Guerre mondiale

Ariste : James Montgomery. Domaine public. National Archives Collection.

Illustration 3. Jardin ouvriers de Montchat, Lyon 3.

Bally Frédéric

Illustration 4. Jardin partagé le Quai Rambaud à Confluence.

Bally Frédéric

Illustration 5. Entrée du Jardin partagé Le Doua Vert, Villeurbanne.

Bally Frederic.

Illustration 6. Micro-implantation florale, quartier de Montchat, Lyon 3.

Bally Frédéric

Illustration 7. Jardinière d'habitants dans la rue, quartier de Montchat, Lyon 3.

Bally Frédéric

²⁴ Lise BOURDEAU-LEPAGE et Roland VIDAL, « Nature urbaine en débat », *op. cit.*; Léa MESTDAGH, *Des jardinier.e.s partagé.e.s entre discours et pratiques : du lien social à l'entre-soi*, <http://theses.fr/s70621>, consulté le 15 septembre 2016.